

L'ARTICLE DU JOUR

Rémunération

Un fonctionnaire gagne en moyenne 2 244 € par mois

L'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) a rendu publique hier une étude sur les salaires des agents de l'Etat en 2007. Résultat : 1,75 million de fonctionnaires d'administration centrale ont gagné en moyenne 2 244 € nets par mois en 2007 (en métropole).

En comparaison, les salariés des entreprises privées ou semi-publiques ont touché cette année-là 1 997 € nets mensuels. Soit une différence de 247 €. L'Etat serait-il un employeur bien plus généreux que les autres ? « Il faut être prudent », analyse un statisticien de l'Insee qui insiste sur la différence d'emplois et de qualifications entre privé et public.

Le poids des enseignants

Alors que les cadres ne représentent que 16 % des emplois du secteur privé, ils sont en revanche près de 50 % des emplois dans la fonction publique d'Etat. Le poids des enseignants — environ 1 million d'agents — explique pour une bonne part les écarts de salaires constatés. Une comparaison plus fine s'impose donc, à niveau égal de qualification, d'âge et de localisation.

Selon une ancienne étude portant sur les années 1999-2002, les personnes dont le niveau scolaire est inférieur ou égal au BEPC ont tout intérêt à se tourner vers la fonction publique. Les salaires moyens de ces salariés peu diplômés y sont plus élevés que dans le privé. Autre enseignement : les écarts de salaires entre hommes et femmes sont plus faibles dans le secteur public.

En 2006, une salariée du privé gagnait en moyenne 19 % de moins que ses collègues masculins. Sa consœur du public gagnait, elle, 13,5 % de moins que les fonctionnaires masculins.

Le Parisien 6/11
SÉVERINE CAZES

RÉFORME

Woerth veut réduire les loyers payés par l'État

Le ministre du Budget entend obtenir LA RENÉGOCIATION de 25 baux en Ile-de-France.

La Tribune 6/11

RENÉGOCIER OU DÉMÉNAGER. Le ministre du Budget a prévenu certains ministères et autorités indépendantes qui acquittent des loyers bien trop élevés, et leur a mis ce marché en main. Alors que le député UMP Yves Deniaud s'appête à publier un rapport regrettant que les ministères ou les opérateurs de l'Etat continuent à se comporter en quasi-proprétaires de leur parc immobilier, Eric Woerth entend prouver que c'est l'Etat qui mène la barque.

La Cour de justice de la République devra faire baisser son loyer, actuellement de 626 euros par mètre carré, faute de quoi elle sera contrainte de trouver une nouvelle adresse. De même pour la Halde. Le ministère du Travail est concerné par une procédure identique pour ses locaux de la tour Mirabeau, dans le XV^e arrondissement de Paris.

■ PROFITER DE LA BAISSÉ

Eric Woerth entend profiter de la conjoncture immobilière, marquée par une baisse des loyers dans l'immobilier de bureaux, pour obtenir la renégociation de 25 baux représentant 75 millions d'euros. C'est France-Domaine, assisté de cabinets privés, qui mène ces opérations. Certaines ont déjà des résultats : en mai dernier, l'Etat a pu réduire à 8 millions d'euros, au lieu de 14,5 millions, le loyer acquitté par le ministère de la Jeunesse et des Sports dans ses locaux du XIII^e arrondissement. Le Comité consultatif national d'éthique et la Commission de lutte contre les drogues et les toxicomanies ont vu leur

bail résilié et déménager. Tout comme le Haut Conseil à l'intégration qui quitte la rue Saint-Georges, dans le IX^e arrondissement de la capitale, pour un loyer plusieurs fois moins élevé. Changements d'adresses programmés aussi pour la Commission de régulation de l'énergie et pour le médiateur de l'énergie.

EN MAI, L'ÉTAT A PU RÉDUIRE À 8 MILLIONS D'EUROS, AU LIEU DE 14,5 MILLIONS, LE LOYER ACQUITTÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS.

La montée en charge de la politique immobilière de l'Etat ne s'arrête pas au périphérique. Hier, le ministre du Budget était à Lyon pour affirmer que « l'Etat propriétaire, cela a aussi un sens en région, car on ne fait pas de nouvelles directions interministérielles sans un volet immobilier ». À l'heure actuelle, une soixantaine de départements sur les 88 concernés par la

réforme ont présenté des schémas de restructurations immobilières, validés. Les autres devront revoir leur copie.

Au cours des trois prochaines années, les implantations de l'Etat au niveau local (hors éducation, justice, défense, finances publiques et police-gendarmerie) devraient diminuer d'un tiers et passer de 2.192 à 1.507. La surface occupée par ces administrations serait ainsi réduite d'environ 450.000 m², ce qui ramènerait le ratio d'occupation par agent à 15,8 m² au lieu de plus de 18 m² aujourd'hui. On se rapprocherait de la cible gouvernementale de 12 m². Cette restructuration immobilière de l'Etat au niveau local se traduira par des cessions, lesquelles rapporteraient 275 millions d'euros.

ANNE EVENO